

## Questionnaire TDS municipales Paris

### Droit et accès à l'accompagnement sanitaire et social :

#### **1) Seriez-vous favorable à un centre de santé-social communautaire pour l'accueil des travailleurSEs du sexe à Paris (sur le modèle des centres LGBT Checkpoint et 190) ?**

Notre priorité est la mise en place d'un programme de protection sanitaire et sociale des personnes prostituées. Les centres de santé-sociaux communautaires sont donc essentiels car ils permettent un accompagnement gynécologique ainsi que psychologique, avec des soignant-es formé-es sur les violences spécifiques auxquelles les personnes prostituées sont exposées. Ils doivent également garantir un accès effectif aux droits et constituer une porte d'entrée vers un accompagnement juridique ou encore l'accès au logement et proposer des parcours de sortie de la prostitution.

#### **2) Seriez-vous favorable à un meilleur accès à la protection sociale pour les travailleurSEs du sexe ? Et sous quel format (mutuelle municipale, chèques service, relais associatif) ?**

Oui, nous déclinons cela de différentes manières. Un meilleur accès à la protection sociale passe par l'ouverture de centres de santé communaux à tiers-payant intégral et par le développement des maisons des femmes, dont bénéficieront pleinement les personnes prostituées.

En complément, la Ville soutiendra les associations qui assurent un accompagnement sanitaire, social et juridique, afin de garantir un accès effectif aux droits.

#### **3) Seriez-vous en mesure de soutenir un projet de maison de retraite/accueil pour les personnes âgées concernées par le travail sexuel sur le modèle de la Casa Xochiquetzal au Mexique ? (Le format : coopérative d'habitation, logement social, structure associative à discuter/préciser) <https://casaxochiquetzal.org/>**

Les personnes âgées concernées par la prostitution doivent pouvoir accéder aux mêmes dispositifs que toutes les personnes âgées. Nous souhaitons créer de nouvelles places en EHPAD publics et permettre autant que possible le maintien à domicile. Ces dispositifs devront accompagner tout le monde, sans discrimination, ni conditions particulières.

Nous voulons organiser la société de l'entraide. Nous appuierons les projets favorisant l'insertion sociale et la dignité des personnes âgées, en lien avec les services publics et le tissu associatif.

### Droit à la sécurité et lutte contre les violences :

#### **4) Soutiendriez-vous financièrement le projet Jasmine de Médecins du Monde plateforme de signalement et d'alerte pour informer les travailleurSEs du sexe de potentiels agresseurs recensés ? <https://projet-jasmine.org/>**

Tout d'abord, il nous semble essentiel de rappeler que la France insoumise souhaite abroger les lois criminalisant l'entraide et la solidarité à l'égard des personnes prostituées, qui ne contribuent qu'à les précariser davantage.

Ensuite, bien évidemment, nous soutiendrons tout projet qui visera à éradiquer les violences sexuelles dont sont victimes les personnes prostituées. Nous formerons les agents municipaux et les forces de l'ordre municipales à la détection et à la prise en charge des victimes de VSS et ces derniers seront formés aux spécificités des violences subies par les personnes prostituées.

**5) Soutiendrez-vous financièrement le service juridique du STRASS (ou d'autres structures) pour l'accompagnement des victimes dans l'accès aux droits et à la justice, la mise en relais avec des avocats et les commissariats pour le dépôt de plainte ?**

Nous soutiendrons financièrement les structures qui accompagnent les personnes prostituées dans l'accès aux droits et à la justice, le dépôt de plainte et la protection contre les violences, et tout particulièrement les programmes de parcours de sortie de la prostitution, en garantissant un vrai accompagnement social dans la durée.

**6) Soutiendrez-vous financièrement la mise en place de cours d'autodéfense et de désamorcer des risques par les structures associatives ?**

<https://www.youtube.com/watch?v=l-k-7h9dEjs>

Nous soutiendrons les actions de prévention des violences portées par des structures associatives, dès lors qu'elles s'inscrivent dans une logique de protection des personnes et d'accès à la sécurité.

Par ailleurs, nous souhaitons créer une brigade de police municipale d'une centaine d'agents spécialisés dans les violences sexistes et sexuelles, et de multiplier les campagnes de sensibilisation dans tout Paris. Ceux-ci auront la charge d'être présents sur les lieux identifiés comme exposés aux violences et d'assurer une présence dissuasive pour prévenir les violences.

Droit au travail et lutte contre le harcèlement et la discrimination :

**7) Seriez-vous prêt à soutenir l'abrogation des arrêtés anti-stationnement sur les bois de Boulogne et Vincennes ? (Arrêté conjoint ville et préfecture)**

<https://www.api-site.paris.fr/paris/public/2019%2F4%2FAnnexe%206-%20R%C3%A9glementation%20circulation%20et%20stationnement%20%20dans%20les%20bois.pdf> )

Nous sommes opposés aux arrêtés anti-stationnement de manière générale. Ce sont des dispositifs liberticides, très majoritairement utilisés contre des populations marginalisées, sans jamais apporter de réponses durables aux situations qu'ils prétendent réguler.

Nous sommes favorables à l'abrogation de ces arrêtés et nous les remplacerons par des politiques de prévention des risques.

**8) Seriez-vous prêt à dénoncer le harcèlement policier (y compris l'outing via la vidéosurveillance comme l'a fait M Coumet <https://www.dailymotion.com/video/x5tugk5>) sur les travailleuses du sexe dans les quartiers sensibles de Belleville, boulevards maréchaux, Château Rouge, et porte Choisy, et bois ou contre les salons de massage ?**

Nous refusons les logiques de répression. Notre approche repose sur la protection des personnes et l'accès aux droits. L'action publique doit cibler les réseaux de proxénétisme ou de trafic de mineur·es, et nous travaillerons en ce sens main dans la main avec la police judiciaire.

**9) Seriez-vous prêt à soutenir un projet pilote de coopérative de travail par et pour les TravailleurSEs Du Sexe, via le partage d'appartements ou de camionnettes afin de lutter contre l'exploitation par des tiers (sur le modèle du Barillon à Genève <https://philenis.ch/>) ?**

Nous sommes abolitionnistes et notre objectif est donc la sortie du système prostitutionnel. Nous ne soutiendrons pas de projets qui organisent, structurent ou pérennisent l'activité prostitutionnelle, même sous forme coopérative.

Droits des étrangers, migration et traite :

**10) Seriez-vous prêt à soutenir la régularisation des victimes de traite, pas uniquement via la commission départementale du parcours de sortie, mais de manière inconditionnelle, en intervenant par exemple auprès de la préfecture ? Et de manière générale, seriez-vous prêt à soutenir les travailleurSEs du sexe contre les discriminations liées au genre et à l'origine.**

La protection des personnes doit primer sur les logiques administratives restrictives et nous soutiendrons la régularisation des personnes victimes de traite. Par ailleurs, bien que cela ne relève pas de l'échelle communale, il nous semble important de rappeler que la France insoumise adoptera à l'échelle internationale une diplomatie féministe en augmentant les financements internationaux pour les droits des femmes et travaillant à toutes les coopérations pour démanteler au niveau international les réseaux de traite d'être humains.